



## Manifestation lors du CTA du mercredi 21 janvier : Un autre budget pour répondre aux besoins de l'Ecole

Dans cette période de crise économique et sociale et de montée des inégalités, l'école avec ses enseignant-es constitue un rempart incontournable à la relégation des plus fragilisé-es et à la montée de tous les obscurantismes. Plus que jamais notre pays a besoin d'école, il faut lui donner les moyens de lutter efficacement contre l'échec scolaire qui touche en premier lieu les enfants issu-es des milieux populaires. C'est une des conditions pour offrir une culture commune à tous et toutes et permettre l'émancipation de chacun-e.

Or, la priorité au primaire ne se traduit pas dans les écoles. Les nouveaux rythmes scolaires ne sont pas une réponse à la difficulté scolaire. Ils accentuent la dégradation des conditions de travail des enseignant-es et d'apprentissage des élèves et renforcent les inégalités territoriales. Avec des effectifs parmi les plus chargés d'Europe, une formation initiale à la peine, une formation continue exsangue, une charge de travail toujours en augmentation, une revalorisation salariale en panne et un recours croissant aux contractuel-les, en lieu et place d'enseignant-es titulaires et formés, il y a saturation.

Le SNUipp-FSU et la FCPE demandent un investissement massif dans l'Éducation ce qui nécessite une augmentation du budget prévu. Pour réussir l'école, il faut davantage d'enseignant-es mieux formés et mieux payés et améliorer leurs conditions de travail.

Avec seulement 2 511 créations d'emplois programmées pour la prochaine rentrée, l'école manque de postes. Deux mesures actées pour la rentrée 2015, l'amélioration du régime des décharges pour la direction d'école et les demi-journées d'allègement de service en REP+, vont déjà consommer 1 650 postes. Au niveau national, il ne restera donc plus que 861 emplois pour accueillir les 23 400 élèves supplémentaires attendus à la rentrée 2015, soit un emploi enseignant pour 27 élèves. Au niveau académique, l'extrême faiblesse de la dotation propose 3 postes pour 89 élèves supplémentaires attendus (une création pour 30 élèves). Ainsi, les engagements nouveaux se mettraient en place uniquement par redéploiement, dégradant ainsi les conditions de scolarisation des élèves qui ne seront pas concernés par ces dispositifs.

A cela s'ajoute une proposition du Recteur de répartition des moyens sur l'académie dont le manque d'équité, de transparence, et de justice est patent.

Dans ces conditions, le nombre d'élèves par classe déjà au-dessus des moyennes européennes, ne va pas baisser et même augmentera dans trop d'écoles. De plus, les autres priorités affichées par le ministère ne vont pas se déployer (Plus de Maîtres que de Classes, accueil des moins de 3 ans) et notre école ne va pas rattraper son retard (au niveau national, il manque 1 800 postes de remplacement et 4 834 RA-SED par rapport à 2008).

La taille des classes, déterminante pour la réussite des élèves comme le confirment plusieurs études, doit baisser : pas plus de 25 élèves par classe et pas plus de 20 élèves en REP et REP +, pas plus de 15 élèves pour les moins de 3 ans, effectifs allégés dans les classes scolarisant au moins un-e élève en situation de handicap.

Enfin, pour réussir la scolarisation des élèves en situation de handicap, il faut des professionnel-les formés avec statut pérenne et un salaire à hauteur des missions, pour accompagner les jeunes.

C'est pour toutes ces raisons que le SNUipp-FSU de l'Académie de Limoges et la FCPE de la Creuse ont décidé d'appeler à manifester ce mercredi 21 janvier, à 14h30, devant le rectorat de Limoges, le jour du CTA convoqué de nouveau suite au vote unanime contre de toutes les organisations syndicales.

Cette manifestation constitue une première étape de mobilisation avant la grève du 3 février, à l'appel de la FSU.